

cles 75A, 75B, 75c du Règlement. A quoi espère-t-il aboutir avec cette tactique? Qu'est-ce que le député de Grenville-Carleton va y gagner, à son avis?

**M. Nowlan:** C'est le père Noël des mois d'été.

**M. Woolliams:** Sûrement. Aux environs de Noël, quand le gouvernement a retiré l'article 16A qu'il proposait, je savais qu'il nous faudrait engager un autre débat sur le Règlement. Le premier ministre avait dit alors qu'il avait pris au piège le chef de l'opposition et les chefs de tous les autres partis à la Chambre. D'après lui, il avait retiré la motion sur l'article 16A parce qu'il avait réussi à nous imposer par la force l'autre partie de la proposition dont le Parlement était saisi. Comment voulez-vous négocier avec un premier ministre qui parle de la sorte?

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Woolliams:** Comment faire régner la bonne volonté parmi les députés et la bonne foi à la Chambre après de telles remarques?

**Une voix:** Où est donc la société juste?

**M. Woolliams:** J'espérais que certains députés qui n'avaient pas participé à la course au leadership libéral auraient manifesté une attitude plus intelligente. Je ne parle pas non plus du premier ministre suppléant.

**Une voix:** Vous parlez des jumeaux *Gold Dust*.

**M. Woolliams:** Je parle des jumeaux *Gold Dust* c'est exact. Le gouvernement ne veut pas que les députés s'acquittent de leurs fonctions. Il est partisan de la dictature. Il veut dicter aux comités et à la Chambre la façon dont elle dirigera ses débats. Le gouvernement ne veut pas que les Canadiens soient au courant de ce qui se passe; il veut qu'ils sachent seulement ce qu'ils devraient savoir à son avis. Il ne veut qu'une opposition agréable, aimable, tranquille, courtoise, qui ne gênera en rien le tout-puissant parti libéral.

**L'hon. M. Stanfield:** Il voudrait supprimer les rapports des comités.

**M. Woolliams:** C'est exact. Le gouvernement actuel estime pouvoir se passer du Parlement. Il s'imagine que le Parlement est ici pour le servir. En réalité, il voudrait ne pas en tenir compte du tout. Voilà sa véritable intention.

[M. Woolliams.]

• (9.40 p.m.)

**Des voix:** Honte!

**M. Woolliams:** Je sais que c'est une honte. Voilà pourquoi j'ai pris la parole ce soir et pourquoi j'ai l'intention de parler tout l'été, de sorte que vous n'aurez pas de vacances!

**M. Perrault:** Vous avez pris les vôtres en hiver.

**M. Woolliams:** J'entends encore Rip Van Winkle au loin! Il est facile de voir ce qui arrivera si cette mesure est votée. Dès que le gouvernement pourra décréter que nous aurons quatre jours pour débattre un bill important, on passera les lois à toute vitesse sans que les gens en soient informés. Prenons l'exemple du bill sur les langues. Je suis de ceux qui appuient le principe de ce bill.

**M. Perrault:** Tant mieux pour vous.

**Une voix:** Voilà encore l'idiot!

**M. Woolliams:** Ce Rip Van Winkle est étonnant!

Même aujourd'hui, les Canadiens ne comprennent pas la portée du bill sur les langues, bien qu'il y ait eu un débat assez sensé à ce sujet. A cause de l'opposition, les Canadiens savent pourtant que des décisions seront prises par ce grand commissaire qui ne devait avoir aucun pouvoir.

Les Canadiens savent aujourd'hui que ce Commissaire supposé sans pouvoir peut assigner des témoins. Ils savent qu'il peut tenir des audiences à huis clos sans que cet éminent avocat qu'est le député de Grenville-Carleton (M. Blair) puisse y assister. En effet, même ce dernier ne pourra y assister. Ils savent aussi que ce Commissaire peut obtenir des documents, entrer dans les bureaux sans mandat de perquisition, et rendre des décisions. Tout cela peut être fait sous le prétexte d'une enquête, d'après le ministre de la Justice (M. Turner). Tout cela peut être fait aux termes de ce bill qui a été adopté par la Chambre, sans aucun droit d'appel.

Si un Canadien français du groupe minoritaire au Canada, perdait son emploi et ne pouvait faire instruire ses enfants, parce que le Commissaire, pour une raison ou une autre, avait des préjugés, il n'aurait pas le droit d'interjeter appel. Les Canadiens le savent, mais ce n'est pas le gouvernement qui le leur a expliqué, mais l'opposition.